



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**N°06/AONO/ANTIC/DG/CIPM/2025 DU 1^{er} SEPTEMBRE 2025, POUR LE RECRUTEMENT
D'UN PRESTATAIRE DE SERVICE DE GARDIENNAGE A L'AGENCE NATIONALE DES
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ANTIC), POUR LE COMPTE
DE L'ANNEE 2026, EXERCICE 2025**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la sécurisation des Hauts Dirigeants ; du Personnel et des Infrastructures, le Directeur Général de l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC) lance un Appel d'Offres National Ouvert pour le recrutement d'un Prestataire de Service de Gardiennage à l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC), *pour le compte de l'année 2026, exercice 2025.*

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent notamment la sécurisation et la surveillance des locaux abritant les Services et Organes Dirigeants de l'Agence à savoir :

- Trois (03) Résidences des Dirigeants de l'ANTIC (PCA, DG et DGA) ;
- L'immeuble-siège de l'ANTIC à BASTOS- YAOUNDE ;
- Les bureaux annexes de l'ANTIC logés aux 5^{eme} et 7^{eme} étages de l'immeuble-siège ARMP-Yaoundé
- Le Centre National de Cryptographie et de Certification Électronique (CNCCE), sis à la Poste Centrale-Yaoundé ;
- L'Antenne Régionale du Littoral à Douala ;
- L'Antenne Régionale du Nord à Garoua ;
- L'Antenne Régionale du Nord-Ouest à Bamenda ;
- L'Antenne Régionale du Sud-Ouest à Buea ;
- L'Antenne Régionale de l'Ouest à Bafoussam ;
- L'Antenne Régionale du Sud à Ebolawa.

3. Tranches /Allotissement

Non Applicable

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de TTC **Soixante-neuf millions cinq cent quarante-six mille six cent (69 546 600) Fcfa.**

5. Délai(s) prévisionnel(s) et lieu(x) d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de **douze (12) mois**, compris entre le **1^{er} janvier et le 31 décembre 2026**.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer l'exécution des prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux Sociétés et Entreprises de Droit camerounais, ayant une expérience avérée dans le domaine des prestations similaires (des activités en matière de sécurité de personnes et des biens).

7. Financement

Les prestations objets du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget de l'ANTIC, exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire **658-003**.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour le présent Appel d'Offres est **en ligne**

9. Cautionnement de soumission

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un Cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un Organisme financier ou une Institution bancaire de première catégorie agréée par le Ministère des Finances pour émettre les Cautions dans le domaine des Marchés Publics dont la liste figure dans la pièce N°14 du DAO dont le montant s'élève à **un million deux cent cinquante mille (1 250 000) F CFA**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

Ledit Cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC) conformément à la **Lettre-Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024**, relative « aux modalités de constitution des consignations, de conservation, de restitution et de déconsignation des Cautionnements sur les Marchés Publics ».

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'Offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables (**07 h 30-15 h 30**) à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales/Service des Marchés) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé, face Haut-Commissariat du Canada, BP : 6170, Tél : 6 94 40 58 68.

La version électronique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue à la Direction Générale de l'ANTIC (Direction des Affaires Générales/ Service des Marchés), sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé, face Haut-Commissariat du Canada, BP : 6170, Tél : 694 405 868 dès publication du présent Avis, contre versement d'une somme non remboursable de **quatre-vingt mille (80 000) Francs CFA**, représentant les frais d'achat du DAO, payable aux heures ouvrables dans le compte BICEC « **Compte Spécial : CAS-ARMP** ». Ce reçu devra indiquer l'identité du Soumissionnaire désirant participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus-indiquées. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée au paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque Offre rédigée *en français ou en anglais* devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme **COLEPS** au plus tard le **16 octobre 2025 à 13 heures**.

Une copie de sauvegarde de l'Offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous plis scellé à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales, Service des Marchés) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé, face Haut-Commissariat du Canada, BP : 6170 Yaoundé, Tél : 694 405 868, le même jour au plus tard à **13 heures très précises** avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », et devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°06/ AONO/ANTIC/DG/CIPM/2025 DU 1^{er} SEPTEMBRE 2025, POUR LE RECRUTEMENT
D'UN PRESTATAIRE DE SERVICE DE GARDIENNAGE A L'AGENCE NATIONALE DES
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ANTIC), POUR LE COMPTE
DE L'ANNEE 2026, EXERCICE 2025

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière. Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

13- Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage, au plus tard le 2025 à 13 heures précises :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée, acquittée à

la main, délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréé par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu **le 16 octobre 2025 à 14 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) placée auprès de l'ANTIC, siégeant dans la salle de conférences du Centre National de Cryptographie et de Certification Electronique (CNCCE) de l'ANTIC, sise au lieu-dit Poste Centrale.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de **trois (03) mois** à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de **48 heures** accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

1. de l'absence de la caution de soumission timbrée, acquittée à la main d'un montant d'un **million deux cent cinquante mille (1 250 000) F CFA**, établie par une banque de premier ordre ou une Compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances, lors de l'ouverture des plis;
2. de la non -production au-delà du délai de **48h** après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le Cautionnement de soumission);
3. des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
4. du non-respect d'au moins **8** critères essentiels sur 10 ;
5. de l'absence de la lettre d'engagement signée par le prestataire, attestant de la moralité et des aptitudes physiques du personnel opérationnel proposé ;
6. du défaut de production des contrats de travail pour le personnel d'encadrement et des Extraits du Casier Judiciaire ;
7. de l'absence de la copie du Contrat d'Assurance Responsabilité Civile et Professionnelle ;
8. de l'absence de l'agrément délivré par l'Autorité compétente ;
9. de l'absence d'un Prix Unitaire Quantifié dans l'Offre financière ;
10. de la Présence d'une information financière dans l'offre technique ;
11. de L'absence d'un élément de l'Offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
12. de l'absence d'une Déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de contrat durant les trois (03) dernières années ;

13. de l'absence de la lettre de soumission à l'offre financière ;
14. de l'absence de la Charte d'Intégrité datée et signée;
15. de la non-production d'une Attestation d'Immatriculation CNPS du personnel déployé dans le cadre de l'exécution de ce Contrat ;
16. de l'absence de la Déclaration d'Engagement Social et Environnemental ;
17. du non-respect du format de fichiers des Offres ;
18. de l'absence de la Copie de Sauvegarde.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur:

N°	Désignation		Sous-critères	
			Oui	Non
I	Présentation générale de l'Offre ;			
II	Références du soumissionnaire dans le domaine similaire ;			
III	Capacité financière ;			
IV	Qualifications et expérience du personnel ;			
V	Moyens logistiques ;			
VI	Description de la Méthodologie et du plan de travail proposé pour l'accomplissement de la mission ;			
VII	Toutes Suggestions d'équipement et matériels adaptés à ce type de prestation ;			
VIII	Programme de supervision de la qualité des prestations, d'intervention et d'évaluation de la performance du personnel de gardiennage ;			
IX	Toutes observations ou suggestions éventuelles sur les Termes De Références ;			
X	Preuve d'acceptation des conditions du Marché	ST paraphés à toutes les pages, datés, signés et cachetés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé » ;		
		CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention « lu et approuvé » ;		

NB :

- Les critères ci-dessus sont éclatés en sous-critères dont le détail est donné dans le RPAO ;
- Pour être qualifié à l'évaluation de son Offre Financière, le soumissionnaire doit satisfaire au moins

8 critères essentiels sur 10 ;

- Le système de notation est binaire (oui/non) ;
- En cas de conflit entre les contenus des pièces du DAO, l'élimination d'une Offre pour non-conformité aux prescriptions du DAO ne doit s'appuyer que sur des critères contenus dans le RPAO dont les dispositions priment sur celle des autres pièces.

16- Attribution

Le Directeur Général, Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la **moins-disante** après vérifications de ses prix et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

17- Nombre maximum de lots :

Non Applicable

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales/Service des Marchés) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé face Haut-Commissariat du Canada, BP : 6170, **Tél : 694 405 868** ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm>.

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse E-mail : dsi@minmap.cm.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou le Maître d'Ouvrage au numéro 694 405 868.

Yaoundé, le **01 SEPT 2025**

Le Directeur Général

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné, le cas échéant ;
- Président CPM concerné ;
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage chrono.



[Signature]
Ebot Ebot Enau

AGENCE NATIONALE DES
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET
DE LA COMMUNICATION

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

NATIONAL AGENCY FOR INFORMATION AND
COMMUNICATION TECHNOLOGIES

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

TENDER NOTICE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No 06. /AONO/ANTIC/DG/CIPM/2025 OF 1st SEPTEMBER 2025 FOR THE RECRUITMENT OF A SECURITY SERVICE PROVIDER AT THE NATIONAL AGENCY FOR INFORMATION AND COMMUNICATION TECHNOLOGIES (ANTIC), 2025 FINANCIAL YEAR.

1. Purpose of the Tender

As part of security measures for Top Management, staff and infrastructure, the Director General of the National Agency for Information and Communication Technologies (ANTIC), hereby launches an Open National Invitation to Tender for the recruitment of a Security Service Provider at the National Agency for Information and Communication Technologies (ANTIC), ***2025 Financial Year.***

2. Scope of Work

The services covered in this Tender shall include the security and monitoring of the premises housing the Agency's services and its Top Management namely:

- Three residences of ANTIC's Top Management (The Board Chairman, the Director General and the Deputy Director General);
- ANTIC's Head-Office in BASTOS-YAOUNDE;
- ANTIC's annex offices situated on the 5th and 7th floors of ARMP's Head-Office in Yaounde.
- The National Centre for Cryptography and Electronic Certification (NCCEC) at the Post Office Main building in Yaounde;
- Littoral Regional Branch Office in Douala;
- North Regional Branch Office in Garoua;
- North-West Regional Branch Office in Bamenda;
- South-West Regional Branch Office in Buea;
- West Regional Branch Office in Bafoussam;
- South Regional Branch Office in Ebolowa.

3. Tranches/Allotment

Not applicable

4. Cost Estimate

The cost estimate at the end of the preliminary studies shall be **CFA francs 69,546,600 (sixty-nine million, five hundred and forty-six thousand, six hundred) all taxes included.**

5. **Schedule Date (s) and Place of Delivery**

The maximum delivery deadline set by the Project Owner for the execution of works shall be 12 (twelve) months that is from 1 January to 31 December 2026.

This deadline shall be effective from the date of notification of the Service Order for the commencement of the service.

6. **Participation and Origin**

This Invitation to Tender is open on equal terms to duly registered companies and enterprises constituted under Cameroonian law with sufficient experience in the execution of such services. (in matters related to the security of persons and property).

7. **Funding**

The services covered by this Tender shall be borne by ANTIC's budget 2026 Financial Year on Budget Line No **658-003**.

8. **Method of Submission**

The method of submission retained for this Invitation to Tender shall be **online**.

9. **Bid Bond**

Under pain of rejection, each tenderer must attach to his/her administrative document a Bid Bond, discharged by hand and issued by an financial or banking institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of Public Contracts, listed in Document No 13 of the Tender documents, of an amount of CFA francs 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand), valid for up to 30 (thirty) days beyond the deadline of the validity of the offers.

The said Bid Bond must be accompanied by a consignment receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC), in accordance with **Circular-Letter No 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024**, relating to the "conditions for establishing, issuing, keeping, refunding, and discharging Bid bonds for Public contracts".

Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in line with public contracts shall result in the outright rejection of the Tender.

Any Bid Bond issued, but not related to the Tender concerned, shall not be considered.

The Bid Bond presented by the tenderer during the bid opening session shall be rejected.

10. **Consultation of Tender Documents**

The hard copy of the Tender documents can be consulted free of charge during office hours (**7.30 am to 3.30 pm**), at ANTIC's Head Office, Department of General Affairs/Contracts Service at Ekoudou - Bastos, Yaounde, opposite the Canadian High Commission, PO Box: 6170, Phone: 694 405 868,

The electronic version of the Tender document can be consulted on the COLEPS platform at the following address <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this Tender.

11. **Acquisition of Tender File**

The hard copy of the Tender document can be obtained at ANTIC's Head Office, Department of General Affairs/Contracts Service at Ekoudou - Bastos, Yaounde opposite the Canadian High Commission, P.O. Box: 6170, Phone: 694 405 868 upon the publication of this Tender, and payment of a non-refundable

sum of **CFA francs 80,000 (eighty thousand)**, representing the purchase cost of the Tender, payable during office hours into account named: **“Special Account: CAS ARMP”**. This receipt shall identify the Service provider wishing to participate in the Tender.

It is also possible to obtain the electronic version of the Tender document by downloading it free of charge from the COLEPS platform at the address indicated above. However, online submission shall be subject to payment of the Tender document purchase fee.

12. Submissions of Bids

Each offer shall be drafted in *French and English* and shall be submitted by the Tenderer on the **COLEPS** platform latest on **16th october 2025 at 1.00 pm**.

A **backup** copy of the offer saved in a USB or CD/DVD must be sent in a sealed envelope at ANTIC's Head Office, Department of General Affairs, Contracts Service at Ekoudou - Bastos, Yaounde opposite the Canadian High Commission, PO Box: 6170 Yaounde, Phone: 694 405 868, on the same day at **1.00 pm prompt**, with a clear and legible indication **“backup copy”**, in addition to the label hereunder:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No 06/AONO/ANTIC/DG/CIPM/2025 OF 1st SEPTEMBER 2025, FOR THE RECRUITMENT
OF A SECURITY SERVICE PROVIDER AT THE NATIONAL AGENCY FOR INFORMATION AND
COMMUNICATION TECHNOLOGIES (ANTIC), 2025 FINANCIAL YEAR.

“TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION”

File Size and Format

For online bidding, the maximum sizes of the documents that shall be downloaded on the platform and constitute the tenderer's offer shall be:

- 5 MB for the Administrative offers;
- 15 MB for the Technical offers;
- 5 MB for the Financial offers. Supported formats shall include:
- PDF formats for texts documents;
- JPEG for images.

The bidder shall use compression software for compressing files to reduce the size of the file to be sent.

13- Admissibility of Bids

The Project Owner shall reject any bids submitted after 1.00 pm on
2025:

- bids bearing details of the identity of the tenderers,
- bids submitted after the deadline;
- bids without any indication on the identity of the tenderer;
- bids that do not comply with the method of submission.

Any incomplete bid in accordance with the Tender file shall be rejected. Notably, failure to provide a Bid Bond discharged by hand and issued by a first-class financial or banking institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of Public Contracts, or failure to comply with the model of the Tender documents, shall result in the outright rejection of the Tender without any possible recourse.

Any Bid Bond issued but not related to the Tender concerned, shall be considered to be non-existent. The Bid Bond presented by the tenderer during the bid opening session shall be rejected.

14- Opening of Bids

Bids shall be opened in one (1) phase.

The opening of the administrative documents and technical offer shall take place on **16th october 2025 at 2.00 pm**, by the Internal Tenders Board (CIPM) at ANTIC, which shall seat in the conference room of ANTIC's National Centre for Cryptography and Electronic Certification (NCCEC), at the Post Office Main building.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice, even in the case of a joint-venture.

Under pain of rejection, administrative documents required shall be provided in originals or certified-true copies only by the issuing Service or competent authority, in accordance with the Special Tender Conditions. They shall neither be older than **three (3) months** by the date of submission of the bids nor have been established prior to the date of signing of the Invitation to Tender.

In the event where a document in the administrative file is missing or does not comply with the specifications during the opening session, and after the 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tender Board, the bid shall be rejected.

15- Evaluation Criteria:

15.1 Disqualifying Criteria

Shall include the following:

1. failure to provide a stamped bid bond discharged by hand of the sum of CFA francs **1,250,000 (one million, two hundred and fifty thousand)**, issued by a first-class bank or insurance company approved by the Ministry of Finance, during the opening of bids;
2. failure to produce a document in the administrative file, after a deadline of **48 hours**, following the opening of bids, deemed non-compliant or missing during the opening of bids (excluding the bid bond);
3. false declaration, fraudulent practices, or forged documents;
4. failure to meet at least **8 out of 10** essential criteria;
5. failure to submit a signed letter of commitment by the service provider, to confirm the moral and physical fitness of proposed operating staff;
6. failure to provide employment contracts of supervisory staff and criminal records;
7. failure to provide a copy of the civil and professional liability insurance policy;
8. failure to obtain approval from a competent authority;
9. failure to provide a quantified unit price in the financial offer;
10. financial information included in the technical offer;
11. failure to include an element of the financial offer (the bid, Schedule of Unit Standard Prices, Bill of Quantities);
12. failure to provide a sworn statement that such services have not been abandoned in the last three (3) years;
13. failure to submit the letter of submission with the financial offer;
14. failure to provide an Integrity Charter;
15. failure produce the National Social Insurance Fund (NSIF) Registration of staff deployed as part of the execution of the contract;

16. failure to provide a sworn declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
17. failure to comply with the file format of the offers;
18. failure to provide a backup copy.

15.2. Essential criteria

Criteria for eligibility of tenderers shall be based for information purposes on :

No	Description		Sub-Criteria	
			Yes	No
I	General presentation of the offer;			
II.	Bidder's reference in similar domain;			
III	Financial capacity			
IV	Staff qualification and experience;			
V	Logistics			
VI	A description of the proposed methodology and work plan for the execution of this task.			
VII	Any suggestions of equipment or materials required for this type of service;			
VIII	Programme for monitoring the quality of services, intervention and performance evaluation of security personnel;			
IX	Any remarks or suggestions on the Terms of Reference;			
X	Evidence of acceptance of conditions in the Tender	The Technical Specifications initialled on each page, signed, dated and stamped on the last page with the label "Read and Approved"		
		Special Administrative Clauses (CCAP), initialled on each page and signed with the label "read and approved";		

NB :

- The above criteria are sub-divided into sub-criteria, whose details are specified in the Special Regulations to Tender (RPAO).
- To be eligible for evaluation of their Financial Offer, tenderer must meet at least **7 out of 8 essential** criteria.
- The method used for rating shall be the binary method (yes/ no)
- In the event of a conflict between provisions of the Tender documents, only the Disqualifying Criteria contained in the Specific Regulations to Tender (RPAO), shall prevail;

16- Award of the Contract

The Director General, Contracting Authority, shall award the contract to the bidder who shall submit a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid shall be evaluated as **lowest bidder** upon verification of prices and deemed substantially compliant with the Tender file.

17- Maximum number of Lots :

Not applicable

18- Duration of Validity of Offers

Bidders shall be bound by their bids for a period 90 (ninety) days from the date set for the submission of offers.

19- Additional Information

Additional information can be obtained during working hours, at ANTIC's Head Office, Department of General Affairs, at Ekoudou - Bastos , opposite the Canadian High Commission, PO Box: 6170, **Phone:** 694 405 868 or online on the COLEPS platform at the following address: <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm>.

Should you require any technical assistance related to the use of the platform, please contact the following numbers:(+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm

20- Fight Against Corruption and Misconduct

For any information concerning corrupt practices, mismanagement, or fraud, please call CONAC on the toll-free number: 1517, Ministry of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) the following numbers: (+237) 673 205 725 and 699 370 748, or the Project Owner on the following number: 694 405 868.

Done in Yaounde, on **01 SEPT 2025**

Cc:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP;
- Project Owner or Representative concerned, where applicable;
- Chairperson Internal Tenders Board concerned;
- Chairperson of CCCM, where applicable;
- Noticeboard, Records



The Director General